



KPMG SA
12 Quai Armand Considère
29200 Brest

Association CEDRE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023
Association CEDRE
715 rue Alain Colas - 29200 BREST CEDEX 2

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour ECHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92056 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
12 Quai Armand Considère
29200 Brest

Association CEDRE

715 rue Alain Colas - 29200 BREST CEDEX 2

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association CEDRE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CEDRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Brest, le 11 juin 2024

KPMG SA

Thomas Roimier

Associé

ACTIF	31/12/2023			31/12/2022
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles	633 050 €	517 577 €	115 473 €	34 724 €
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	633 050 €	517 577 €	115 473 €	34 724 €
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	10 332 113 €	8 838 965 €	1 493 148 €	1 286 408 €
Terrains				
Constructions	5 993 042 €	5 274 057 €	718 985 €	819 940 €
Installations techniques, matériel et outillage	2 722 776 €	2 572 709 €	150 067 €	213 394 €
industriels, autres immobilisations	1 338 037 €	992 200 €	345 838 €	233 531 €
Immobilisations corporelles en cours	278 258 €	- €	278 258 €	19 543 €
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	65 761 €	- €	65 761 €	17 849 €
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	15 000 €		15 000 €	15 000 €
Prêts			- €	- €
Autres	50 761 €		50 761 €	2 849 €
TOTAL (I)	11 030 925 €	9 356 543 €	1 674 383 €	1 338 982 €
COMPTES DE LIAISON (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	269 961 €		269 961 €	112 728 €
Créances			- €	- €
Créances clients usagers et comptes rattachés	1 220 671 €		1 220 671 €	1 048 149 €
Créances reçues par legs ou donations			- €	- €
Autres	1 501 722 €		1 501 722 €	694 225 €
Valeurs mobilières de placement	2 468 840 €		2 468 840 €	1 751 467 €
Instruments de trésorerie			- €	- €
Disponibilités	2 157 858 €		2 157 858 €	2 884 634 €
Charges constatées d'avance	21 926 €		21 926 €	26 389 €
TOTAL (III)	7 640 978 €	- €	7 640 978 €	6 517 592 €
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	18 671 903 €	9 356 543 €	9 315 360 €	7 856 574 €

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	508 091 €	508 091 €
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	4 697 185 €	4 500 375 €
Excédent ou déficit de l'exercice	162 168 €	196 810 €
Situation nette (sous-total)	5 367 445 €	5 205 277 €
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	38 879 €	48 784 €
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	5 406 323 €	5 254 060 €
COMPTES DE LIAISON (II)		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL (III)	- €	- €
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	136 596 €	108 537 €
TOTAL (IV)	136 596 €	108 537 €
DETTES		
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	340 019 €	868 960 €
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 752 177 €	1 129 950 €
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	333 910 €	
Autres dettes	16 227 €	5 236 €
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 330 108 €	489 831 €
TOTAL (V)	3 772 441 €	2 493 977 €
Ecart de conversion passif (VI)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+VI)	9 315 360 €	7 856 574 €

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	- €	1 062 €
dont ventes de dons en nature		
Programmation	927 269 €	1 012 864 €
Prestations externes	1 327 258 €	1 423 869 €
Prestations financement partiel		- €
Produits annexes		50 €
<i>Sous Total</i>	2 254 527 €	2 437 846 €
Production stockée - Programmation	33 645 €	1 139 €
Production stockée - Prestations externes	123 588 €	58 763 €
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	3 308 009 €	3 053 444 €
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	27 853 €	120 912 €
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	106 €	515 €
TOTAL I	5 747 727 €	5 670 341 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	117 695 €	106 004 €
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	1 678 924 €	1 700 173 €
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	185 377 €	191 517 €
Salaires et traitements	2 402 715 €	2 361 164 €
Charges sociales	1 193 402 €	1 123 821 €
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	323 380 €	325 692 €
Dotations aux provisions	28 059 €	- €
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	9 210 €	13 297 €
TOTAL II	5 938 761 €	5 821 669 €
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 191 034 €	- 151 327 €
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		135 €
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	22 103 €	1 044 €
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	3 630 €	5 804 €
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	25 733 €	6 984 €
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	212 €	332 €
Différences négatives de change	13 078 €	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	13 290 €	332 €
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	12 443 €	6 651 €
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	- 178 591 €	- 144 675 €

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	79 014 €	97 704 €
Sur opérations en capital	14 181 €	31 260 €
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	93 195 €	128 964 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	16 536 €	5 381 €
Sur opérations en capital	506 €	8 618 €
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL VI	17 042 €	13 999 €
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	76 153 €	114 965 €
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	- 264 606 €	- 226 521 €
Total des produits (I+III+V)	5 866 655 €	5 806 289 €
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	5 704 487 €	5 609 478 €
6 - EXCEDENT OU DEFICIT	162 168 €	196 810 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

CEDRE

Annexe Aux comptes

2023

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Conseiller et assister en matière technique les autorités chargées de lutter contre les pollutions accidentelles des eaux, douces et marines, notamment dans le cadre de la circulaire et de l'instruction du Premier Ministre relative à la lutte contre la pollution du milieu marin (documentations nationales POLMAR et ORSEC) et dans celui des missions de sécurité civile relevant de la responsabilité de l'Etat et des collectivités locales ;
- Agir comme conseiller technique des administrations nationales dans les diverses instances internationales ;
- Faire progresser les méthodes et les techniques (matériels et produits) de prévention et de lutte contre les pollutions accidentelles ;
- Familiariser les personnels civils et militaires avec ces méthodes et techniques en fournissant la documentation et en assurant les formations qualifiantes et de perfectionnement nécessaires ;
- Conseiller ses membres dans l'élaboration de leur politique d'investissements en moyens de lutte ;
- Promouvoir par tous les moyens l'information de ses membres, administrations, de l'industrie et du public sur les questions techniques touchant à la pollution accidentelle des eaux ;
- Développer et valoriser ses connaissances en participant dans son domaine de compétences aux réunions, exercices, opérations de lutte, aux niveaux national et international.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le Cedre conduit trois types d'activités :

- **L'activité associative** : Mission de service public d'expertise et d'appui aux autorités, elle intègre en particulier un soutien aux autorités responsables de la préparation à la lutte et de la lutte contre les pollutions accidentelles des eaux, le conseil d'un service d'intervention disponible 24 heures sur 24, des participations à la représentation nationale dans les instances internationales, un suivi national et international permanent des connaissances et leur diffusion par des publications spécifiques.
- **Les contrats cofinancés** : Mission de service public de perfectionnement des connaissances et de formation publique. Ils rassemblent les prestations contractées avec les membres de l'association à partir de propositions présentées au comité stratégique (programmation technique) et les contrats à financement partiel avec des entités publiques.
- **Les prestations extérieures** : Contrats de droit commercial ou de marchés publics passés entre le Cedre et un client français ou étranger, privé ou public, demandeur d'un travail pour son usage exclusif. Les produits de ces travaux constituent la propriété du client, le Cedre restant libre d'utiliser l'information au renforcement de sa propre compétence.

3 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

3.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Le Cedre a investi sur un logiciel de gestion de projet, dont la mise en production se fera en 2024.

3.2 Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Les bons résultats permettent au Cedre d'investir pour améliorer ses capacités d'analyses et de recherches.

Compte tenu de l'organisation mise en œuvre, la continuité d'exploitation n'est pas remise en cause

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les travaux en cours sont établis selon la méthode à l'avancement sur la base du tarif de vente et des moyens en main-d'œuvre réalisés. Les acomptes clients sont comptabilisés en production.

Les produits constatés d'avance d'un montant de 1 330 108 € apparaissent au compte 487 au passif du bilan.

4.1.1 Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre

-- Modification des règles fiscales à compter de 2012

Le cadre fiscal du Cedre a été modifié au 01/01/2012 en accord avec l'administration fiscale (DDFIP).

La part subventionnée par le Ministère de L'Ecologie est sortie du champ de TVA.

A compter de 2012, tous les revenus sont soumis à l'impôt sur les sociétés.

La part hors du champ de TVA est soumise à la taxe sur les salaires (coef : 0,58 pour 2023)

5 Informations relatives aux postes du bilan

5.1 Actif immobilisé

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie.

Les dotations sont comptabilisées par composants, en tenant compte d'une durée d'utilisation spécifique au Cedre.

Les durées d'amortissement s'établissent comme suit :

- Logiciels informatique (immobilisations incorporelles)	2 ans
- <i>Constructions bâtiment</i>	
- Gros œuvre, Voirie, Menuiserie	40 ans
- Menuiserie extérieure, Etanchéité bardage, Charpente	25 ans
- Plomberie, chauffage, électricité, cloisons	20 ans
- Aménagement intérieur (plafond, revêtement de sol, peinture, occultation, menuiserie intérieure, métallerie	15 ans
- <i>Aménagements des constructions</i>	
- Travaux d'aménagement des bassins	15 ans
- Travaux voirie VRD, aménagement intérieur	10 ans
- Installation téléphonique	8 ans
- Matériel et outillage	5 ans
- Agencements - Installations	10 ans
- Matériel de transport	8 ans
- <i>Matériel de bureau et informatique, mobilier</i>	
- Ordinateurs	3 ans
- Autres matériels	5 ans
- Mobilier de bureau	10 ans

- Tableau des mouvements des immobilisations

	Début d'exercice	Acquisitions	Diminutions	Fin d'exercice
Logiciels	516 956	116 094		633 050
Constructions/agencts	5 994 082		1 040	5 993 042
Matériels & outillages	2 704 224	18 552		2 722 776
Agents, amén, install.	124 817	156 222		281 039
Véhicules	79 387	24 500		103 887
Matériel bureau et informatique	915 777	37 334		953 110
Immobilisations en cours	19 543	278 258	19 543	278 258
Immobilisations financières	17 849	47 912		65 761
TOTAL	10 372 635	678 872	20 583	11 030 925

- Tableau des mouvements des amortissements

	Début d'exercice	Dotations	Diminutions	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	482 232	35 345		517 577
Constructions/agencts	5 174 142	100 449	534	5 274 057
Matériels& outillages	2 490 830	81 879		2 572 709
Agents, amén, install.	18 447	39 014		57 461
Véhicules	47 404	13 023		60 427
Matériel bureau et informatique	820 600	53 712		874 312
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières				
TOTAL	9 033 654	323 423	534	9 356 543

5.2 Fonds propres

5.2.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	508 091				508 091
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	4 500 375	196 810			4 697 185
Excédent ou déficit de l'exercice	196 810		162 168	196 810	162 168
Situation nette	5 205 277	196 810	162 168	196 810	5 367 445
Fonds propres consomptibles					
Subventions d'investissement	48 784		3 770	13 675	38 879
Provisions réglementées					
TOTAL	5 254 060	196 810	165 938	210 485	5 406 323

5.2.2 Fonds dédiés

Néant.

5.3 Provision pour risques et charges

	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions - risques et charges				
Provision retraite	108 537	28 059	0	136 596
Provision CET	0	0	0	0
Provision pour charges	0		0	0
<i>S/TOTAL</i>	108 537	28 059	0	136 596
Provisions - dépréciation				
Sur comptes clients	0		0	0
<i>S/TOTAL</i>	0	0	0	0
TOTAL	108 537	28 059	0	136 596

Dont dotations et reprises

- D'exploitation 0 28 059
- Financières
- Exceptionnelles

5.4 État des échéances des créances et des dettes

	Montant brut	Echéances	
		Jusqu'à 1 an	A 1 an et plus
CREANCES			
<u>Créances de l'actif immobilisé :</u>			
- Créances rattachées à des participants			
- Prêts			
- Autres créances	65 761	11 653	54 108
<u>Créances de l'actif circulant :</u>			
- Clients et comptes rattachés	1 217 324	1 217 324	
- Autres créances :	1 523 648	1 523 648	
Personnel	8 855		
Etat - Subventions	1 105 434		
Etat - Taxes	386 280		
Autres comptes déb.	1 153		
Charges			
const.d'avance	21 926		
TOTAL CREANCES	2 806 733	2 752 625	54 108
DETTES			
<u>Dettes financières :</u>			
- Emprunts et dettes bancaires			
- Emprunt et dettes financières divers			
<u>Autres Dettes :</u>	3 772 440	3 772 440	
Fournisseurs	621 998		
Clients avances, acomptes.	51 930		
Personnel	601 701		
Sécurité sociale	97 674		
Organismes sociaux	335 896		
Etat - Subventions	553 102		
Etat - Taxes	163 804		
Autres dettes	16 227		
Produits const.d'avance	1 330 108		
TOTAL DETTES	3 772 440	3 772 440	

<i>Détail des produits à recevoir et charges à payer</i>		
	31/12/2023	31/12/2022
- Produits à recevoir		
Remboursement activité partielle	0	6 512
Remboursement Mutuelle	8 730	546
Intérêts courus	546	1 445
Créance immobilisée	607	
TOTAL	9 883	8 503
- Charges à payer		
Personnel - Charges à payer	81 339	57 433
Dettes congés payés	260 294	226 207
Dettes récupérations	86 035	80 713
Dettes CET	168 124	141 047
Fournisseurs FNP	73 238	169 469
Taxe formation continue	0	0
Taxe construction	2	0
Taxe apprentissage	2 077	2 065
Charges sociales s/congés payés	137 073	115 323
Charges sociales s/récupérations	46 020	42 094
Charges sur CET	91 391	74 289
ECA - remboursement à faire	0	0
Autre charges à payer	16 227	5 236
TOTAL	961 820	913 876

- Charges constatées d'avance 21 926 €

- Produits constatés d'avance 1 330 108 €

(dont 682 984 € Subventions UE)

- Informations complémentaires

Le Cedre fait l'objet d'un contrôle financier de l'Etat (arrêté conjoint du Ministre chargé du budget et du Ministre chargé de l'Environnement).

La mission de commissariat aux comptes est assurée par le cabinet KPMG

Depuis le 1er janvier 2013 le Cedre est sorti du périmètre des opérateurs de l'Etat.

Le Crédit d'impôt recherche (CIR) 2023 a été comptabilisé à hauteur de 264 606 €

6 Informations relatives aux subventions, et ressources.

	2022	2023
<u>Subventions</u>		
MTE - CT	2 605 438	2 685 033
DGAMPA	170 016	175 000
Union Française Ind. Pétrolières	70 000	70 000
Min. Intérieur - Sécurité Civile	36 667	50 000
Conseil Départemental	15 000	15 000
Sous-total Subventions	2 897 121	2 995 033
<u>Autres Financements</u>		
<u>Public</u>		
Marine Nationale	392 330	267 385
ANR	14 569	60 000
UE	141 755	214 216
<u>Autres</u>		
Industrie Pétrolière	288 109	286 000
Privés	433 263	460 572
<u>Prestations extérieures</u>		
Prestations de service	1 482 632	1 450 846
Sous-total Autres Financements	2 752 658	2 739 019
<u>Autres revenus</u>		
Produits financiers	6 983	25 733
Produits exceptionnels	128 964	93 195
Crédit d'Impôt Recherche CIR	226 521	264 606
Sous-total des Autres Revenus	362 468	383 534
TOTAL	6 012 247	6 117 586

7 Informations relatives à l'effectif

La provision pour indemnité de fin de carrière est intégrée au bilan en provision pour charges pour 136 596 €. La méthode préférentielle a été appliquée pour cette provision sur la base des engagements de l'association vis-à-vis des salariés présents à la clôture de l'exercice, retenant les hypothèses suivantes :

- Taux actualisation : 3.1%
- Taux charges sociales patronales : 51.25%
- Taux de Turn-over : Très faible voire à zéro
- Taux augmentation : 2%
- Table mortalité : est la table réglementaire INSEE 2017-2019

Le montant cumulé des 3 plus fortes rémunérations des cadres de direction, s'élève en brut à 252 332 €.

Ventilation de l'effectif au 31/12/23- ETP		
	CDI	CDD
Cadres		
Directeur et Adjoints au directeur	3	
Chefs de service- coordination	6	
Ingénieurs scientifiques	19.4	3
Cadres techniques - Informations - Informatique	5.5	
S/TOTAL	33.9	3
Non cadres		
Assistantes Scientifiques et techniques	5.8	
Techniciens Service Administratif	1.9	
Techniciens information	2.9	1
Techniciens analyses et moyens	5	
S/TOTAL	15.6	1
TOTAL GENERAL	49.5	4

ENGAGEMENT HORS BILAN**- *Personnel et moyens mis à disposition***

Il n'y a plus de personnel mis à disposition depuis 2014.

Démarche qualité environnement, agréments

Le *Cedre* est certifié ISO 9001 et ISO 14001.

Le Cedre est agréé par la Sécurité Civile comme organisme ayant la capacité à intervenir aux côtés des services de l'Etat sur des pollutions.

Le Cedre est agréé par le ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTECT) comme organisme spécialisé dans la recherche, l'expérimentation et la mise en œuvre des moyens de combattre les pollutions accidentelles des eaux